

CONSULTATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE CONCERNANT LE MODELE RELATIF A LA DESCRIPTION DES TECHNIQUES DE PROFILAGE DES CONSOMMATEURS

Contribution de l'UFC-Que Choisir

14 septembre 2023

Fondée en 1951, l'UFC-Que Choisir est la première association de consommateurs française, forte de 135 associations locales regroupant plus de 129 000 adhérents et assurant 251 points d'accueil répartis sur l'ensemble du territoire français. Notre association diffuse sa revue mensuelle « Que Choisir » à 363 000 abonnés et a 208 000 abonnés en ligne à son site quechoisir.org. La fédération a essentiellement pour objet :

- de promouvoir, d'appuyer et de relier entre elles les actions individuelles ou collectives des consommateurs, contribuables et usagers tendant à garantir la reconnaissance et le respect de leurs droits, la libre expression de leurs opinions et la défense de leurs intérêts tant individuels que collectifs ;
- de favoriser la prise en charge des problèmes de consommation par les consommateurs eux-mêmes ;
- de représenter les groupements et personnes qui se préoccupent de définir et de soutenir l'action des consommateurs en vue de leur permettre de conquérir et d'exercer leur pouvoir.

Environ 140 employés travaillent au siège à Paris sur des activités liées à l'édition web et papier, aux actions juridiques, à l'action politique et à l'animation de notre réseau local. **Les trois piliers de l'UFC-Que Choisir sont l'indépendance, l'expertise et la solidarité.** L'association représente les consommateurs français au sein du Groupe consultatif pour la politique des consommateurs (CPAG) de la Commission européenne.

L'UFC-Que Choisir salue l'opportunité de pouvoir fournir des commentaires concernant le projet de modèle relatif à la description de toutes les techniques de profilage des consommateurs, requise par l'article 15 du règlement (UE) 2022/1925¹ (« DMA ») (ci-après « le modèle »).

Le contenu des rapports sur le profilage, ainsi que l'aperçu non confidentiel mis à la disposition du public, seront des instruments essentiels pour assurer le respect par les contrôleurs d'accès de leurs obligations en vertu du DMA. Nous saluons donc l'exhaustivité et la portée des informations demandées dans le projet de modèle. Le fait que la Commission européenne se réserve le droit de mettre à jour le modèle sera toutefois indispensable pour garantir que le modèle restera pertinent. L'environnement numérique est en effet caractérisé par des modèles d'entreprise en constante évolution et des pratiques commerciales fondées sur le traitement de données personnelles.

¹ Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques).

Veillez trouver ci-dessous nos observations détaillées sur les différentes parties du projet de modèle.

Observations générales

- L'expression « profiling technique(s) » est utilisée tout au long du modèle. Cependant, cette expression n'est pas utilisée dans le DMA lui-même, qui utilise « profiling », « techniques for profiling » ou « profiling practices ». Pour assurer la cohérence avec le DMA, nous proposons donc de remplacer, dans l'ensemble du modèle, l'expression « profiling technique(s) » par une des formulations utilisées dans le DMA. Afin d'éviter toute interprétation erronée, une référence au considérant 72 du DMA, qui précise que la notion couvre les pratiques au sens de l'article 4, point (4) du RGPD² sans s'y limiter, pourrait être incluse.
- La première phrase des sections 4.1, 5.1 et 6.1 du modèle pourrait être mal interprétée en raison de l'absence d'un verbe. Pour assurer la cohérence avec les autres parties du document, les mots « Please provide » devraient être ajoutés au début de chacune des sections concernées.

Observations sur la section 2

- Lorsque la section 2 fait référence à des données à caractère personnel, elle devrait préciser que cela inclut également les données pseudonymisées, conformément au considérant 26 du RGPD.
- La section 2 devrait exiger du contrôleur d'accès qu'il fournisse une liste de tous les tiers susceptibles d'être impliqués dans la collecte ou le traitement de données à caractère personnel pour le compte du contrôleur d'accès, ainsi que les activités précises menées par ces parties.
- La section 2.1 c) devrait également être clarifiée en ce qui concerne les données à caractère personnel provenant de tiers. Dans la version actuelle du modèle, cet aspect se confond avec la notion de données provenant des services du contrôleur d'accès. Nous proposons d'ajouter plutôt un point distinct obligeant le contrôleur d'accès à fournir une liste de chaque catégorie de données personnelles obtenue auprès d'un tiers. Pour chaque élément, il convient de préciser l'origine des données, la base juridique sur laquelle elles ont été collectées et partagées, ainsi que la manière dont le consentement du consommateur au partage de ses données a été obtenu, et par quelle partie.
- La section 2.1 f) ne devrait pas se limiter à l'audit des garanties techniques mises en œuvre pour éviter l'affichage de publicités qui repose sur le profilage de mineurs, mais devrait également faire référence aux garanties contre le profilage qui repose sur des catégories particulières de données, conformément à l'article 26(3) du DSA³.
- La section 2.1 k) devrait exiger une description détaillée (c'est-à-dire clic par clic) de toutes les étapes par lesquelles le consommateur doit passer pour donner, refuser ou retirer son consentement, y compris les formulations précises présentées au consommateur à chacune de ces étapes, ainsi que des captures d'écran.
- La section 2 devrait exiger du contrôleur d'accès qu'il fournisse des informations indiquant s'il a enfreint des lois européennes ou nationales sur la protection des

² Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

³ Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques).

données, des lois ou des lignes directrices sur le profilage des consommateurs, ou des lois ou des orientations sur la publicité.

- Enfin, la section 2 devrait exiger du contrôleur d'accès qu'il fournisse des informations sur le lieu de stockage des données personnelles des consommateurs, et qu'il indique si des obligations en matière de stockage de données lui ont été imposées.

Observations sur la section 3

- La section 3.1 c) pourrait préciser que toute relation entre l'auditeur et le contrôleur d'accès, y compris les relations passées et futures, doit être spécifiée.

Observations sur la section 6

- Le niveau de détail fourni dans le résumé non confidentiel sera essentiel pour permettre aux tiers de transmettre à la Commission européenne des informations pertinentes concernant le respect par les contrôleurs d'accès de leurs obligations. Il sera particulièrement important que les aperçus non confidentiels contiennent suffisamment de détails concernant les sections 2, 4 et 5 du modèle. À cette fin, et pour assurer la cohérence avec d'autres dispositions du DMA, la section 6.1 du modèle devrait être alignée sur la section 4.1 du modèle de rapport de conformité en vertu de l'article 11 du DMA⁴, en incluant les formulations suivantes :
 - « Provide a detailed, clear, and comprehensive non-confidential overview ».
 - « The non-confidential overview must enable third parties to provide meaningful input to the Commission on the gatekeeper's compliance with its obligations under Regulation (EU) 2022/1925 ».
 - « The non-confidential overview should comprise self-standing texts that give a faithful comprehensive and meaningful picture of the report's content. Only information that is confidential may be omitted in the overview. The overview should follow the same structure as the report, all headings should be visible and all sections and sub-sections should be covered ».
- L'expérience d'instructions juridiques en matière de concurrence montre que les entreprises peuvent avoir tendance à faire des déclarations de confidentialité injustifiées. La Commission européenne devrait réfléchir à la meilleure façon d'empêcher que cela ne se produise concernant les aperçus des rapports d'audit sur les techniques de profilage. Des procédures similaires à celles prévues à l'article 7, paragraphes 4 à 6 de l'acte d'exécution du DMA pourraient être envisagées.
- Enfin, il est essentiel que le modèle précise comment et où l'aperçu doit être mis à disposition du public. Il devrait être publié sur le site web principal du contrôleur d'accès d'une manière qui permette à un consommateur lambda de facilement le trouver. La publication de l'aperçu devrait également inclure une référence explicite à l'article 15 du DMA, afin de garantir qu'il pourra être trouvé à l'aide d'un moteur de recherche.

⁴ Template for reporting pursuant to Article 11 of Regulation (EU) 2022/1925 (Digital Markets Act), https://digital-markets-act.ec.europa.eu/consultations/consultation-template-compliance-report_en.